

Eléments de correction ECC n°9

1) [ECC n°8] Quels sont les objectifs des politiques de rigueur ? (/3)

- Stabiliser les prix, lutter contre les tensions inflationnistes, juguler l'inflation
- Restaurer la compétitivité-prix
- Réduire le déficit et la dette publics

2) Quels sont les avantages attendus de l'adoption d'une monnaie unique ? (/2)

- suppression des risques et coûts du change et conversion
- essor des échanges commerciaux intra-zone
- suppression du risque de dévaluation compétitive entre partenaires commerciaux
- développement du tourisme intra-zone
- transparence des prix → concurrence → plus grand marché → facilite mobilité capital et main-d'œuvre
- économies d'échelle → ↑compétitivité-prix → conquête parts de marché extra-zone = croissance et emploi
- donne un poids monétaire dans le monde aux pays adoptant monnaie unique (« l'union fait le nombre »)

3) Que sont les économies d'échelle ? (/2)

Baisse des coûts unitaires de production d'un produit qui survient lorsque ce produit est fabriqué en plus grande quantité, les coûts fixes augmentant moins vite que les quantités produites, le coût unitaire de production diminue.

4) Distinguez les 2 types de compétitivité. (/2)

On distingue la compétitivité-prix et la compétitivité hors-prix. Toutes deux renvoient à la capacité d'une entreprise ou d'une économie à conquérir des parts de marché dans une situation de concurrence, soit, pour la compétitivité-prix, via l'offre de produits meilleur marché (obtenus par économie d'échelle et recherche de baisse des coûts de production), par exemple *Galaxy III* et, pour la compétitivité hors-prix, via l'offre de produits de meilleure qualité : fiabilité, innovation, design, SAV, image de marque... (par exemple *l'iphone*)

5) En quoi consiste le Pacte de Stabilité et de Croissance ? (/2)

Le PSC a été adopté à Amsterdam en 1997, il s'inspire des critères de convergence de Maastricht (1992), le PSC prolonge ainsi l'effort de réduction des déficits publics engagé en vue de l'adhésion à l'€. Les pays de la zone euro ne doivent pas avoir un déficit public annuel qui excède 3% de leur PIB ni une dette publique supérieure à 60% de leur PIB. Le PSC vise à faire converger les politiques budgétaires nationales des pays membres, de contraindre les gouvernements à la prévoyance en matière budgétaire. Les pays membres ne respectant pas ces critères s'exposent à des sanctions financières. Actuellement, à cause de la crise notamment, très peu de pays respectent le PSC qui a été assoupli en 2005.

6) Cochez (une ou 2 cases) : (/2) (-0,25 par erreur ou oubli)

	Du ressort des Etats de l'UE	Du ressort de l'UE
Politique agricole		X
Politique de change		X
Fiscalité	X	
Politique monétaire		X
Politique budgétaire	X	x
Recherche, éducation	X	x
Protection sociale	X	
Salaire minimum	X	

7) Entourez la bonne réponse (/2) : (-0,5 par erreur ou non réponse)

Supposons que le taux d'intérêt sur les placements aux Etats-Unis soit de 2% alors qu'il est de 1% dans l'Union européenne. Les placements internationaux de capitaux vont donc se diriger vers les [Etats-Unis/l'Union européenne] car le taux d'intérêt y est [plus/moins] rémunérateur. Des \$ vont donc être massivement [vendus/achetés] et les € massivement [vendus/achetés] afin d'opérer les placements dans la monnaie locale. L'achat massif de [\$/€] et la vente massive de [\$/€] va donc faire [baisser/augmenter] le « prix » de l'€ par rapport au \$, on appelle cela [l'appréciation/la dépréciation] du taux de change €/\$. Les produits fabriqués dans l'Union européenne et vendus aux Etats-Unis vont donc voir leur compétitivité-prix [s'améliorer/se dégrader]. A l'inverse les produits fabriqués aux Etats-Unis et vendus à l'Union européenne vont donc voir leur compétitivité-prix [s'améliorer/se dégrader].

8) Entourez la bonne réponse : (/1)

Actuellement, les taux de change sont :

- Fixes / Flottants entre les Etats-Unis et l'UE
- Fixes / Flottants au sein de l'UE

9) Montrez à l'aide de 2 exemples distincts que l'état actuel de l'intégration européenne ne permet pas d'appliquer les recommandations des théories de la croissance endogène. (/4)

Possibilité d'ouverture pour conclusion le jour du bac :

La politique réglementaire (politiques structurelles) désigne la promulgation de règles légales ayant un impact sur l'activité économique des entreprises. Les politiques réglementaires ont un rôle de moyen-long terme à jouer pour favoriser la croissance (rappels ch1, théories de la croissance endogène) :

- les pouvoirs publics augmentent la rentabilité des investissements privés en assurant les droits de propriété et en garantissant les brevets, ce qui incite à l'entrepreneuriat et à l'innovation : rôle du **capital institutionnel**
- les pouvoirs publics augmentent la formation de la main-d'œuvre et la santé de la population (services collectifs d'éducation et de santé) : rôle du **capital humain**
- les pouvoirs publics assurent la qualité des infrastructures de télécommunication : rôle du **capital public**
- les pouvoirs publics favorisent la R&D : rôle du **capital technologique**

Mais toutes ces interventions de pouvoirs publics sont coûteuses et leur financement entre en tension avec les contraintes du PSC et désormais du TCSG.